PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud

Secrétariat Général pour l'Administration

du Ministère de l'Intérieur Sud

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ ENTREPRISE

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de protection du secret de la défense nationale, de la sûreté et des informations sensibles, la personne ci-après désignée :

Prénom	
NOM	
Date et lieu de naissance	
Fonction	
Entreprise	
Adresse postale entreprise	

s'engage, au bénéfice de l'État à respecter l'engagement de confidentialité et de sécurité stipulé ci-après :

- À prendre, à l'occasion de la consultation lancée dans le cadre d'une mission de maîtrise d'œuvre concernant la réhabilitation de la caserne de gendarmerie TREMBLIER à Toulouse (31) toutes les mesures permettant d'assurer la non-divulgation de toute information dont elle a connaissance ou qu'elle viendrait à connaître à l'occasion de cette consultation (notamment les échanges, plans, rapports, documents, informations, données, renseignement de quelque nature que ce soit et quel que soit son objet, sa forme, son origine, protégeable, protégé ou non par un titre ou un droit de propriété intellectuelle).

- Compte tenu du caractère sensible de l'opération, de traiter comme strictement confidentielles les informations communiquées au cours de la procédure.

- À prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver, en tous lieux, le caractère confidentiel des informations et, notamment, éviter toute publication, divulgation non autorisée, ou usage étranger à la procédure de passation du marché cité en objet.

- À informer sans délai les services de l'Etat – le SGAMI Sud – en cas d'incident de nature à porter atteinte à la confidentialité de ces informations.

La même personne ci-dessus s'engage en outre à ce que l'entreprise qu'elle représente dans le cadre du Groupement ne fasse aucune mention des prestations qui lui sont confiées sur le site que ce soit dans le cadre de sa communication interne ou externe.

Elle reconnaît avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal, et des sanctions encourues en cas de non-respect des mesures de protection concernant les informations sensibles.

Elle s'engage à obtenir de la part de ses employés, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir dans l'exécution des prestations, une déclaration attestant que ces employés ont pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal et qu'ils n'ont ni à détenir ni à communiquer des informations sur le déroulement des prestations relatives au site du ministère de l'Intérieur.

La personne signataire du présent engagement déclare en outre ne pas tenter de donner ou faire donner accès au site, à des personnes qui ne seraient pas titulaires de l'agrément et signataire d'un engagement de confidentialité.

Le présent engagement a été passé le (date) _____ à_____

Signature *(précédée de la mention " Je m'engage" et accompagnée du cachet de l'entreprise)* :